

---

H-France Review Vol. 19 (November 2019), No. 237

Sandra Salin, *Women and Trade Unions in France: The Tobacco and Hat Industries, 1890-1914* Brussels: Peter Lang, 2014. 400 pp. 6 b/w fig., 42 tables. €70.95 (pb). ISBN: 978-3-0353-9877-9.

Compte-rendu par Laure Machu, Université de Paris Nanterre, IDHES.

Issu d'un Phd soutenu en 2000, le livre de Sandra Salin propose d'analyser les relations entre les femmes et les syndicats à la Belle époque en comparant deux secteurs : les tabacs et la chapellerie. Inscrit dans le sillage des travaux pionniers sur le travail féminin et le syndicalisme menés notamment par Michelle Perrot, Anne-Marie Sohn ou encore Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, l'ouvrage entend se distinguer par cette perspective comparatiste qui en constitue la véritable originalité. Dans une moindre mesure, celle-ci réside également dans une certaine exhaustivité puisque la question est examinée à tous les échelons de l'organisation syndicale. Enfin, Sandra Salin, qui enseigne actuellement le français à l'Université de Warwick, s'attache à restituer le point de vue des organisations syndicales sur les femmes tout autant que la manière dont celles-ci perçoivent le syndicalisme et s'investissent dans les organisations.

Les tabacs et la chapellerie emploient une majorité de femmes : leur part dans la main-d'œuvre employée est respectivement de 80% et 66%. Mais la place des ouvrières dans les organisations syndicales diffère fortement d'un secteur à l'autre. A la veille du premier conflit mondial, celles des tabacs représentent 86% des effectifs syndicaux (p. 163). Elles se révèlent des militantes actives emmenées par des figures célèbres comme celle de Madeleine Jacoby. A l'inverse, la part des femmes dans les effectifs syndicaux de la chapellerie progresse mais demeure faible passant de 2% en 1900 à 27% en 1914 (p. 164). La comparaison entre ces deux secteurs, relativement délaissés par l'historiographie, est donc l'occasion de s'interroger sur les facteurs qui encouragent ou freinent la participation des femmes aux syndicalismes, mais aussi de questionner l'existence de pratiques syndicales spécifiquement féminines.

Pour répondre à ce double questionnement, l'auteur utilise des sources assez classiques. Sont ainsi mobilisés des relevés statistiques (recensement de la population, statistique des grèves), les archives de différents ministères (justice, commerce et intérieur) et des administrations préfectorales. Les archives des syndicats sont assez peu utilisées, mais l'auteur exploite abondamment les publications syndicales notamment des comptes-rendus de congrès et de la presse.

Dans les deux premiers chapitres, l'historienne montre que la syndicalisation des femmes ne dépend pas tant du comportement des hommes à leur égard, et donc des rapports de genre à l'intérieur des organisations syndicales, que des conditions de travail et d'emploi propres à chaque secteur. Dans le premier chapitre, Sandra Salin détaille les caractéristiques de chaque industrie.

Dans le tabac, monopole étatique, la main-d'œuvre se concentre dans un petit nombre d'établissements qui emploient plus de 500 personnes. Indéniablement la concentration de la main-d'œuvre est un facteur favorable à la syndicalisation que freinent l'éparpillement et l'isolement des travailleurs et travailleuses de la chapellerie (70% des établissements comptent moins de 20 employés, et 44% des ouvrières sont à leur compte). Les ouvrières des manufactures de tabac bénéficient de salaires relativement élevés et d'une durée du travail plus courte, ce qui leur permet de dégager le temps et l'argent nécessaires à l'activité syndicale. Dans la chapellerie, les salaires sont particulièrement faibles, et la saisonnalité de la production contraint à la mobilité ou au cumul d'emploi. Rares sont les chapeliers et les chapelières à plein temps. Contrairement aux tabacs, où les femmes occupent une place centrale dans la production, les ouvrières de la chapellerie demeurent cantonnées à des tâches secondaires et peu qualifiées. Plus jeunes que les ouvrières des tabacs, elles cessent de travailler une fois mariées et envisagent davantage leur activité de chapelière comme étape transitoire. Les conditions d'emploi et leur assignation à des postes où on les juge aisément remplaçables n'incitent pas les ouvrières en chapellerie à se considérer comme des travailleuses à part entière. La faiblesse du sentiment d'appartenance et la précarité des conditions d'emploi ne leur permettent pas d'envisager les bénéfices à long terme de l'action syndicale puisqu'elles ne peuvent être certaines de profiter des avantages qui en résulteraient. Enfin, si l'État patron ne va pas jusqu'à encourager les ouvrières à rejoindre les syndicats, sa prétention à être un employeur modèle offre aux ouvriers et ouvrières des manufactures de tabac la possibilité de dénoncer les tentatives de nuire aux syndicats ou de dissuader leur syndicalisation.

Si les conditions de travail et d'emploi diffèrent fortement d'un secteur à l'autre, les attitudes des organisations syndicales et des travailleurs vis-à-vis de l'emploi des femmes et de leur syndicalisation sont relativement similaires. Dans le second chapitre, l'auteur rappelle que la CGT tolère depuis le tournant du siècle la présence des femmes sur le marché du travail et dans les syndicats tout en déplorant les menaces que fait peser le travail féminin sur l'emploi et les salaires des hommes d'une part, sur la famille et l'éducation des enfants d'autre part. Elle compare ensuite les prises de position des militants des tabacs et de la chapellerie vis-à-vis de la syndicalisation et du travail des femmes, et l'analyse parvient à en restituer l'ambiguïté. À l'aide de multiples extraits d'articles de presse ou de comptes-rendus de congrès, l'auteur souligne combien les discours en faveur de l'émancipation des femmes, l'appel qui leur est fait à contribuer aux luttes syndicales ou à s'affranchir au travers de celles-ci reposent sur une vision très traditionnelle des rôles qui doivent être attribués à chaque sexe. La revendication d'une réduction de la durée du travail doit permettre aux femmes de s'occuper du foyer et des enfants. Elles pourront ainsi « les élever (...) dans de mâles idées d'émancipation sociale et des socialismes ». Toutefois, souligne l'auteur, il n'est pas possible de savoir si ces prises de positions rebutent les femmes et découragent leur adhésion aux syndicats. Comme le montre l'exemple des modistes, que les responsables essaient vainement d'attirer vers les syndicats, une attitude réellement positive n'est pas toujours efficace. Reste d'enquêter davantage sur la manière dont celles-ci se perçoivent comme travailleuses et militantes. Les deux derniers chapitres se focalisent donc sur le point de vue des militantes et sur leur investissement dans les syndicats.

Pour dépasser une analyse qui se limiterait à mesurer l'engagement de ces militantes à l'aune de la féminisation des effectifs syndicaux, l'auteur propose une analyse qualitative, aussi bien que quantitative, qui pose la question du genre. Dans quelle mesure, l'utilisation du concept permet-elle de comprendre les modalités suivant lesquelles les femmes adhèrent aux syndicats et y militent ? Par de nombreux aspects, les pratiques syndicales ne sauraient, selon l'auteur, être

considérées comme genrées. Ainsi, sans préjuger de relations harmonieuses entre les deux sexes, la création de syndicats féminins, qui se maintiennent jusqu'à la guerre, ne correspond pas au souhait d'affirmer une identité de genre. Elle peut être une réponse à l'hostilité ou l'indifférence exprimées par les militants vis-à-vis des femmes. D'autres facteurs rentrent en ligne de compte parmi lesquels la structuration en syndicats de métier, ou l'orientation politique. Quant à l'expression de la dissidence, qui aboutit à la création de syndicats dit « jaunes » ou « indépendants », elle n'est pas genrée. La gamme variée des choix effectués et des attitudes adoptées par les ouvrières qui semblent tantôt s'identifier comme membres de la classe ouvrière, tantôt comme femmes, indiquent, selon Sandra Salin, que ni la notion de classe, ni celle de genre ne peuvent expliquer les formes que prend l'intégration des femmes au syndicalisme. Le fonctionnement des organisations syndicales apparaît en revanche structuré par des relations de domination. Les femmes sont en retrait de la vie syndicale. Les hommes déplorent leur manque de militantisme, notant leur absence aux réunions ou leur peu d'intérêt pour la lecture de la presse syndicale. Cette vision de l'activité militante, qui prend peu en compte les contraintes qui pèsent sur les ouvrières, s'explique par la marginalisation des femmes qu'elle contribue à renforcer. Même dans des organisations très féminisées comme le sont celles des tabacs, les femmes sont, à tous les échelons, représentées par des hommes, c'est-à-dire qu'elles tendent à être exclues des organes dirigeants qui organisent la vie syndicale et par conséquent des débats qui la rythment. L'auteur rappelle enfin que la rencontre ou la synthèse entre le mouvement féministe et syndicaliste ne s'est jamais réellement produite. L'idée d'une égalité complète de l'homme et de la femme demeure rare parmi le mouvement ouvrier, y compris chez les militantes. La revendication de l'égalité ou de l'émancipation des femmes voisine toujours avec une certaine acceptation ou intériorisation de la domination masculine dont la légitimité n'est pas réellement remise en cause. Lorsqu'elles revendiquent une législation sociale, les militantes peuvent aussi évoquer la nécessité de protéger les femmes.

Le dernier chapitre revient sur la propension des femmes à la grève et leur comportement lors des grèves. L'auteur rappelle qu'elles tendent à privilégier la grève au syndicat lorsqu'il s'agit d'exprimer leur mécontentement, même si la tendance tend à s'inverser. Sans surprise, les ouvrières des tabacs sont davantage enclines à s'engager dans les grèves : 90% des grévistes sont des femmes, alors que la part des ouvrières de la chapellerie plafonne à 52,6% (p. 231). Dans les années qui précèdent le premier conflit mondial, se développe dans les usines de tabac une « culture de la grève » (p. 275) à laquelle les ouvrières de la chapellerie demeurent relativement étrangères. De nombreux facteurs peuvent rendre compte de ces différences parmi lesquels le fait que la grève représente un risque et un coût plus élevés pour ces dernières. Hommes et femmes ne font pas grèves pour les mêmes raisons. Les grèves mixtes sont la plupart du temps des grèves de solidarité notamment pour protester contre le renvoi d'ouvriers alors que les grèves strictement féminines se concentrent davantage sur la question des rémunérations. Les hommes, notamment dans les congrès, s'occupent de théories et de questions plus abstraites. Si les hommes se montrent plus enclins à négocier ou à participer aux délégations, les femmes, même réformistes, se tournent davantage vers l'action immédiate (p. 292).

L'ouvrage est une riche monographie qui propose de lire l'engagement des femmes à l'aune de deux concepts : celui du genre et de la classe. Les analyses très poussées de l'auteur, qui tout en interrogeant le concept de genre se confrontent à la bigarrure des mondes ouvriers, laissent toutefois substituer quelques interrogations. Pour l'auteur, la tendance des femmes à rejoindre le syndicat lors des grèves puis à s'en éloigner une fois la mobilisation terminée prouverait qu'elles sont plus enclines à privilégier leurs intérêts immédiats, et par là même témoignerait de leur

absence de conscience de classe. Toutefois, ce problème se pose aussi pour leurs collègues masculins. De la même manière, l'affirmation selon laquelle les formes masculines du militantisme relèvent d'une plus grande maturité (p. 293) ou le constat d'un manque de qualification de la main-d'œuvre féminine (p. 33) auraient sans doute mérité d'être davantage discutés.

Enfin, la publication de l'ouvrage 14 ans après la soutenance du Phd ne s'est pas accompagnée d'une prise en compte des travaux récents et des archives. S'il est certain que sur le sujet et la période traitée par l'auteur l'historiographie n'a pas été réellement renouvelé, l'exploitation des travaux de S. Schweitzer, C. Omnès, M. Zancarini Fournel ou encore Laura Lee Downs, sur les femmes au travail, qui sont parfois cités mais finalement peu utilisés, auraient peut-être permis d'élargir la réflexion et de renouveler les questionnements. La même chose est valable pour les travaux portant sur le genre de l'engagement menés par les historiens ou les sociologues. Enfin, il est dommage de ne pas avoir pu profiter des nombreux versements d'archives effectués depuis le début des années 2000 par les fédérations syndicales.

Malgré ces remarques, l'ouvrage de Sandra Salin demeure une contribution riche et nuancée à l'historiographie du travail des femmes et de leurs engagements, qui appelle à multiplier les perspectives comparatistes y compris à l'échelle internationale.

#### NOTES

[1] Pour reprendre le terme utilisé par Xavier Vigna. X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle* (Paris : Perrin, 2012).

Laure Machu,  
Université de Paris Nanterre, IDHES  
[lmachuparis10@gmail.com](mailto:lmachuparis10@gmail.com)

Copyright © 2019 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172